

Devenir membre maintenant
sous udc.ch/participer

Franc-parler

Le journal de l'Union démocratique du centre

Mai 2026

Halte à la destruction
de nos maisons
individuelles, pour
en faire des cages à lapins !

Page 3



Sans sécurité,
pas de liberté !

Page 5



Renforcer notre
armée de milice pour
garantir la sécurité
de la Suisse

Page 12



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Bulletin de vote
Votation populaire du 14 juin 2026

Acceptez-vous l'initiative populaire
«Pas de Suisse à 10 millions !
(initiative pour la durabilité)» ?

Réponse

OUI

Votez dès **maintenant** ! Parlez-en à votre famille, à vos amis, à vos connaissances et à vos voisins afin qu'ils se rendent eux aussi aux urnes et qu'ils s'engagent en faveur de l'avenir de nos enfants et petits-enfants **en votant « OUI » !**



AZB, 3001 Bern Post AG, UDC Suisse, secrétariat général, case postale
Abonnement annuel Fr. 35.00 – publié six fois par an – 7'187 ex.
udc.ch – franc-parler@udc.ch – Mai 2026
Conception du Franc-parler : GOAL AG



Lettre ouverte à ceux qui tirent profit de l'immigration

À l'attention des dirigeants syndicaux, des chefs d'entreprise, des fonctionnaires et des politiciens déconnectés de la réalité.

Vous nous répétez toujours les mêmes discours : la libre circulation des personnes nous a apporté la prospérité et nous ne devons pas contrôler nous-mêmes l'immigration. Vous menacez : sans immigration, pas de main-d'œuvre qualifiée. Et vous affirmez : l'immigration effrénée n'a aucune influence sur le niveau des salaires.

Vous combattez aujourd'hui l'initiative pour la durabilité, comme vous avez combattu, en 2014, l'initiative contre l'immigration de masse. Celle-ci n'est d'ailleurs toujours pas mise en œuvre malgré son acceptation par le peuple !

Pourtant, après 12 ans, le constat est clair : la pénurie de main d'œuvre qualifiée s'est aggravée malgré l'arrivée d'un million d'immigrés ! Les trains et les routes sont bondés, les charges sociales et la crimi-

nalité augmentent. Le niveau scolaire des enfants baisse et les espaces verts disparaissent. Et ce sont nous, Suisses, qui en payons le prix !

Les seuls à en profiter sont les syndicats, qui encaissent des millions, les chefs d'entreprise, qui touchent des bonus indécents, l'État et ses fonctionnaires qui profitent eux aussi de l'immigration de masse.

Mais le plus important est une fois encore occulté : **une grande partie des travailleurs, des familles et des seniors ne tire aucun bénéfice de cette immigration.** Leur pouvoir d'achat a fortement diminué parce que les loyers, les primes d'assurance maladie et le coût de la vie ont augmenté bien plus que les salaires ou les retraites. Parallèlement, la qualité de vie s'est détériorée.

Cela ne peut pas continuer !

Nous devons réagir en votant OUI à l'initiative pour la durabilité « Non à une Suisse à 10 millions ! », pour enfin contraindre le Conseil fédéral et les politiciens déconnectés de la réalité à agir ! Pour que les dirigeants syndicaux et économiques assument enfin leurs responsabilités envers notre pays !



Marcel Dettling
Conseiller national et président
de l'UDC Suisse



Halte à la destruction de nos maisons individuelles, pour en faire des cages à lapins !

Demain, nos maisons individuelles seront-elles sacrifiées afin de loger les 100'000 personnes qui immigreront en Suisse chaque année ? C'est hélas la dérive inquiétante que l'on voit poindre à Berne. Sous prétexte de pénurie de logements, la Confédération encourage toujours plus de constructions compactes, au détriment de notre cadre de vie, de notre propriété et de notre identité.



Par Yvan Pahud
Conseiller national,
L'Auberson (VD)

existante. Résultat : les loyers explosent, les terrains disparaissent et nos villages se transforment en zones bétonnées.

Face à cela, la réponse de Berne est inadmissible : plutôt que de s'attaquer à la cause, on veut densifier encore davantage. On démolit pour reconstruire plus grand, parfois en multipliant par quatre le nombre de logements sur une même parcelle. Et demain, ce seront les maisons de nos parents ou grands-parents qui seront visées.

Cette politique est une impasse. Elle détruit la qualité de vie, les espaces verts

et l'attachement des Suisses à leur propriété. Elle impose un modèle urbain uniforme qui ne correspond ni à nos traditions ni à nos aspirations.

Le 14 juin, nous avons une occasion unique de dire stop. Voter OUI à l'initiative « Pas de Suisse à 10 millions ! », c'est reprendre le contrôle de notre démographie et agir enfin à la racine du problème.

**ORDONNANCE
D'EXPULSION**

**Les Suisses
doivent céder
la place
aux étrangers !**



Sans agriculture, pas d'indépendance

La Suisse a franchi pour la première fois la barre des 9 millions d'habitants à la mi-2024. À ce rythme, nous atteindrons les 10 millions bien avant 2050. Cette croissance a des conséquences très concrètes, notamment pour le monde agricole. Chaque année, des terres cultivables disparaissent sous la pression du développement urbain et des infrastructures. Et chaque hectare perdu est définitivement perdu pour notre production alimentaire.



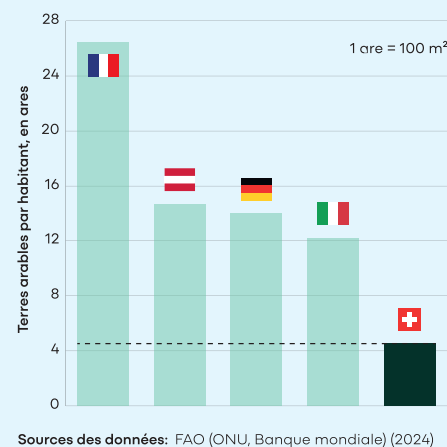
Par Sylvain Freymond,
Conseiller national,
Montricher (VD)

La conséquence est claire : moins de terres signifie moins de production locale et davantage d'importations. Dans un contexte international instable, cette dépendance fragilise notre sécurité d'approvisionnement. Un pays qui ne peut plus se nourrir lui-même perd une part de sa souveraineté.

En parallèle, la pression sur le foncier augmente. Les prix montent, les marges se réduisent et la transmission des exploitations devient plus difficile. Des fermes familiales disparaissent, alors qu'elles sont au cœur de notre agriculture, de sa qualité et de sa diversité.

Cette évolution entraîne aussi une baisse de la biodiversité. Les haies, les prairies et de nombreux habitats naturels reculent, remplacés par des constructions. Avec moins d'espaces naturels et agricoles, les espèces animales et végétales diminuent. Notre environnement s'appauvrit progressivement.

Terres arables dans les pays voisins



Terres arables par habitant

selon l'Organisation mondiale pour l'alimentation, en ares

FR	26.5 a
AT	14.7 a
DE	14.0 a
IT	12.2 a
CH	4.5 a

Moins de terres arables par habitant que nos voisins

Sources des données: FAO (ONU, Banque mondiale) (2024)

© CC-BY-ND 4.0

facts⁴
FUTURE

Le paysage suisse change lui aussi. Les terres agricoles cèdent la place à des routes, des immeubles et des zones industrielles. Ce que nous perdons, c'est un patrimoine façonné par des générations.

On ne peut pas parler de durabilité tout en acceptant une croissance illimitée. Préserver nos ressources, notre agriculture et notre capacité à produire est essentiel. L'initiative « Pas de Suisse à 10 millions ! » fixe une limite nécessaire pour anticiper plutôt que subir. Elle vise à protéger notre agriculture, nos paysages et notre autonomie.

Le 14 juin, dire oui à cette initiative, c'est défendre nos terres, nos exploitations familiales et freiner la baisse de la biodiversité.

Sans terres agricoles, il n'y a pas de souveraineté. Sans agriculture, il n'y a pas d'avenir.

Le 14 juin, votons OUI.



**Sacrifier notre nature
au nom de l'immigration ?**

Sans sécurité, pas de liberté !

En tant que jeune femme vivant en Suisse, je constate que l'insécurité n'est plus une simple impression : c'est une réalité qui s'impose dans notre quotidien.



Par Emmylou Ziehli-Maillard,
Vice-présidente UDC Vaud
Palézieux-Village (VD)

Rentrer seule le soir, traverser une rue sombre ou prendre un train de nuit ne sont plus des gestes anodins. La peur s'installe, et elle n'est pas le fruit du hasard. Fermer les yeux sur cette évolution serait une erreur.

Dans ce contexte, il devient impossible d'éluder la question de l'immigration. Sans être la seule cause, elle joue un rôle qu'on refuse trop souvent de reconnaître. Les faits sont là : selon les statistiques, depuis 2020, la criminalité a augmenté de 30 % et 72 % des détenus dans les prisons suisses n'ont pas de passeport suisse. Une croissance démographique rapide, combinée à des processus d'intégration insuffisants met sous pression la cohésion sociale et le sentiment de sécurité.

Les femmes, premières victimes

Pendant que certains relativisent, ce sont surtout les femmes qui en paient le prix. Nous adaptions nos comportements en permanence : éviter certains endroits, modifier nos trajets, rester sur nos gardes. Est-ce vraiment la société dans laquelle nous voulons vivre ? Jusqu'où sommes-nous prêtes à restreindre nos libertés ?

La Suisse s'est certes construite avec l'immigration et il ne s'agit pas ici de le nier. Mais aujourd'hui, la situation exige de la lucidité. Une immigration mal maîtrisée, trop rapide et déconnectée des capacités du pays n'est pas soutena-



**Les enfants suisses
bientôt minoritaires ?**

ble. Reprendre le contrôle n'est pas un rejet, c'est une nécessité pour garantir à la fois la sécurité et une intégration digne et efficace.

Pour ma génération, la priorité est claire : sans sécurité, il n'y a pas de liberté.

Nous voulons vivre et offrir à ceux qui nous succéderont une Suisse libre, sûre et souveraine. Le 14 juin prochain, votons OUI à l'initiative pour la durabilité et devenons acteurs de notre avenir et non spectateurs.

Face au chaos dans l'État social, reprenons le contrôle !

La Suisse compte déjà près de 9 millions d'habitants. Sans changement de cap, nous atteindrons 10 millions avant 2050. Cette croissance, largement due à une immigration incontrôlée, met notre pays sous pression et fragilise nos équilibres.



Par Céline Amaudruz,
Conseillère nationale,
Genève (GE),

La situation dans les prisons est révélatrice : près de trois quarts des détenus sont de nationalité étrangère, une proportion très élevée en comparaison européenne. Cela engendre des coûts importants pour les contribuables et soulève de légitimes inquiétudes en matière de sécurité.

Nos infrastructures sont saturées, les loyers explosent et notre État social peine à suivre. Chaque année, des dizaines de milliers de personnes supplémentaires viennent s'ajouter à la population, sans que notre capacité d'accueil ne soit adaptée.

Dans le même temps, l'immigration alimente fortement les dépenses de l'aide sociale et du système d'asile. Notre modèle solidaire est sous tension, car il n'a jamais été conçu pour absorber une telle pression démographique. 80 % des requérants d'asile touchent l'aide sociale.



L'initiative « Pas de Suisse à 10 millions ! » propose une réponse claire : reprendre le contrôle de l'immigration afin de préserver notre qualité de vie, notre sécurité et nos finances publiques.

Le 14 juin, faisons le choix du bon sens. Disons OUI.

Une voix de gauche contre l'immigration de masse

Rudolf Strahm critique vivement le fait que les partis et les politiciens de gauche occultent les conséquences sociales d'une forte immigration.



Par Thomas Matter,
entrepreneur et
Conseiller national,
Meilen (ZH)

De fait, il critique les partis de gauche qui refusent de voir les conséquences sociales de l'immigration de masse.

La fin de la libre circulation des personnes ? « Une campagne alarmiste infondée »

Rudolf Strahm, économiste, ancien conseiller national PS et surveillant des prix, compte parmi les voix les plus influentes de la gauche suisse et, à l'instar des syndicalistes qui partagent ses positions, prend l'initiative pour la durabilité, ou du moins les préoccupations qui la motivent, très au sérieux.

Il reproche à son propre parti un « hypermoralisme », alors même que ce dernier ignore les problèmes concrets tels que la pénurie de logements, la hausse des loyers et la pression sur les infrastructures.

La pression sur les salaires et la hausse des coûts dues à une immigration effrénée sont une réalité qui pèse particulièrement sur les travailleurs du secteur privé et les employés à bas salaire. Rudolf Strahm y voit un échec de la gauche, qui laisse de plus en plus à l'UDC le soin de répondre aux préoccupations de la « classe ouvrière » sur cette question.

Il réclame des mesures efficaces pour défendre le marché du travail national et résoudre les problèmes liés à l'immigration. Ce faisant, il dénonce l'attitude « d'esquive et d'attentisme » des partis de gauche.

De plus, il juge d'« alarmisme creux » l'argument des opposants selon lesquels l'acceptation de l'initiative « Pas de Suisse à 10 millions ! » entraînerait automatiquement la résiliation de la libre circulation des personnes avec l'UE.

Une forte immigration exerce une pression sur les salaires

Dans leur campagne du « non », les syndicats affirment qu'un « oui » à l'initiative pour la durabilité entraînerait une baisse des salaires en Suisse. C'est faux : une immigration excessive met les salaires sous pression dans de nombreux secteurs, les travailleurs immigrés étant souvent payés moins pour un travail équivalent. De plus, une immigration importante et durable constitue l'un des principaux facteurs de stagnation des salaires en Suisse. Ceux qui veulent remédier à ces problèmes voteront « oui » le 14 juin.

Pas de Suisse à 10 millions !



Groupement d'intérêt - initiative pour la durabilité

Nous votons OUI à l'initiative pour la durabilité (Pas de Suisse à 10 millions !):

- ▶ Jeunes libéraux-radicaux du canton de Schwyz
- ▶ Jeunes libéraux-radicaux du canton du Tessin
- ▶ Union des arts et métiers de Thurgovie
- ▶ Union des arts et métiers de Zurich
- ▶ Union des agriculteurs du canton de Zurich
- ▶ Fédération des agriculteurs du canton de Schaffhouse
- ▶ Fédération des agriculteurs du canton de Thurgovie
- ▶ Fédération des agriculteurs du canton de Berne
- ▶ Fédération des agriculteurs du canton de Schwyz
- ▶ Fédération des agriculteurs du canton de Saint-Gall



OUI à l'initiative pour la durabilité : La Suisse prend position !



Le DFJP :

Le conseiller fédéral Jans

**un département
chargé de l'immigration
et de la
désinformation**



Le Conseil fédéral a pour mission d'informer la population de manière factuelle. Or, le conseiller fédéral socialiste Jans et son département mènent une campagne de propagande de plus en plus assumée.



Par Pascal Schmid,
Conseiller national,
Weinfelden (TG)

Le conseiller fédéral Jans, le 15 avril :

« L'initiative vise à fermer complètement le pays. Dès que le pays aura atteint les 10 millions d'habitants, toute immigration sera impossible. » (*Le Temps*)

Les faits : Avant d'atteindre les 10 millions d'habitants, 900'000 personnes pourraient encore immigrer d'ici à 2050, soit 40'000 par an. Avec 80'000 départs annuels, cela représente jusqu'à 120'000 arrivées possibles par année. La déclaration du conseiller fédéral Jans est donc erronée.

Le conseiller fédéral Jans, le 16 avril :

« Il faudrait fermer l'hôpital universitaire [de Bâle] du jour au lendemain. » (« *bz Basel* »)

Les faits : Le personnel déjà établi en Suisse et les frontaliers ne sont pas concernés. De plus, une immigration modérée restera possible en cas de « oui ». La déclaration du conseiller fédéral Jans est donc trompeuse et alarmiste.

Le conseiller fédéral Jans, le 20 avril :

« La Suisse deviendrait un îlot d'asile si l'accord de Dublin venait à être abrogé. Tout demandeur d'asile débouté pourrait déposer une nouvelle demande en Suisse. Le nombre de demandes d'asile risquerait d'augmenter. » (*NZZ*)

Les faits : L'accord de Dublin n'est pas lié à la libre circulation, donc aucune résiliation n'est à craindre. Et même si c'était le cas, la Suisse pourrait durcir son droit d'asile de manière autonome. Le conseiller fédéral Jans devrait surtout instaurer des contrôles systématiques aux frontières plutôt que de donner des informations trompeuses.

Le conseiller fédéral Jans, le 20 avril :

« Nous avons résorbé le retard dans le traitement des demandes d'asile, passant

de 10'000 demandes en attente à 2'000. » (*NZZ*)

Les faits : il y a actuellement 20'000 demandes d'asile en attente, ce qui coûte plus d'un million de francs par jour aux contribuables. En outre, de plus en plus de déboutés restent en Suisse à cause de procédures trop longues : le problème n'est clairement pas réglé.

**Ces éléments
démontrent que**

**le conseiller fédéral Jans
masque la réalité. Au lieu
de faire son travail
de ministre, de mieux gérer
l'asile et de limiter
l'immigration, il préfère s'en
prendre à notre initiative
pour la durabilité.**

Praille Acacias Vernets : densification à l'extrême

Derrière ce pompeux verbiage se cache une simple opération de densification urbaine, à savoir entasser un maximum de monde dans un espace restreint. Entasser est bien le mot puisqu'il n'y a que vers le ciel que nous disposons encore d'espace constructible.



Par Lionel Dugerdil,
président de l'UDC Genève,
Chouilly (GE)

C'est une fierté. Le canton de Genève nous le dit, « le grand projet urbain Praille Acacias Vernets est l'un des plus ambitieux d'Europe ». Il s'agit de fabriquer « de nouveaux quartiers genevois animés, résilients et répondant aux enjeux sociaux, économiques et climatiques ». A l'horizon 2050, plus de 12'000 logements seront construits, permettant d'accueillir environ 25'000 nouveaux habitants. N'est-ce pas merveilleux ? Certes, il y aura un

certain impact sur le paysage. On imagine que les deux tours de 175 et 170 mètres ne passeront pas inaperçues mais ne boudons pas notre plaisir, tout cela s'inscrit dans « une démarche proactive de régénération qui permettra de relever les défis futurs de l'économie, de la cohésion sociale et de la qualité urbaine dans un contexte mouvant ».

Entasser un maximum dans un espace restreint

Derrière ce pompeux verbiage se cache une simple opération de densification urbaine, à savoir entasser un maximum de monde dans un espace restreint. Entasser est bien le mot puisqu'il n'y a que vers le ciel que nous disposons encore d'espace

constructible. Genève s'élève. C'est le prix à payer pour relever les « défis futurs » mais si les chiffres peuvent impressionner, il faut garder à l'esprit que chaque année, ce sont plus de 6'000 personnes qui viennent s'établir à Genève. Bien que pharaonique, le PAV ne pourra accueillir guère plus que quatre ans d'immigration au rythme actuel. D'ici à 2050, si l'afflux n'est pas contenu, ce sont plus de 140'000 habitants supplémentaires qui réclameront un logis. Les besoins continuent de croître plus vite que l'offre même lorsqu'on bétonne à tout-va comme dans le cas présent. Il faut mettre fin à cette folie et revenir à l'équilibre, mesure de toute chose. Oui à l'initiative « Pas de Suisse à 10 millions ! » le 14 juin !

2× NON au SMIC à la française – OUI au bon sens vaudois

Importer le SMIC à la française dans le canton de Vaud serait une grave erreur. L'UDC refuse ce modèle de tensions sociales et défend une voie suisse fondée sur le dialogue.



Par Michaël Buffat,
Conseiller national,
Vuarrens (VD)

La paix du travail est l'une des grandes forces de la Suisse. Elle garantit la cohésion sociale, la stabilité économique et des relations équilibrées entre employeurs et salariés. Les initiatives de la gauche sur les salaires minimaux dans le canton de

Vaud menacent directement cet équilibre en remettant en cause le dialogue social, pourtant au cœur du succès suisse.

L'UDC refuse d'importer le modèle français, marqué par les grèves à répétition, les tensions sociales et une économie étouffée par les rigidités administratives. Dans certaines branches, près d'un salarié sur trois dépend du SMIC en France. Ce système tire les salaires vers le bas au lieu de favoriser la responsabilité, la négociation et le partenariat entre les acteurs économiques. Ce n'est d'ailleurs pas pour

rien que les frontaliers viennent de France pour travailler en Suisse, et non l'inverse ...

Face à ces initiatives extrêmes, le contre-projet soutenu par l'UDC préserve le partenariat social et le bon sens vaudois. C'est la seule voie raisonnable et équilibrée.

Le 14 juin, les Vaudois doivent voter 2x NON aux initiatives de gauche et OUI au contre-projet afin de défendre l'emploi, le dialogue social et la cohésion nationale.

« Soyez unis, unis, unis ! » Friedrich Schiller, « Guillaume Tell »

Fête nationale 2026

Vendredi 31 juillet 2026, 14 h

Aire du spectacle de Guillaume Tell, Matten près d'Interlaken

Événement public !



Début du programme: 14h (Ouverture des portes : 12h)

Discours officiel :

ancien Conseiller fédéral Dr Christoph Blocher

Avec la participation de : Dr Stephan Rietiker (président de Pro Suisse), Walter Wobmann (vice-président de Pro Suisse, ancien conseiller national), Adrian Amstutz (membre du comité directeur de Pro Suisse, ancien conseiller aux États/conseiller national), Stephanie Gartenmann (Jeunes Pro Suisse, députée au Grand Conseil), **Jeux en plein air de Tell** à Interlaken, Dragons bernois, groupe de drapeaux d'Interlaken, cors des Alpes et lanceurs de drapeaux.

La manifestation se déroulera en allemand

Fin du programme des festivités : vers 17 h.

Un apéritif sera offert à l'issue de la manifestation.

La manifestation est accessible aux personnes à mobilité réduite. Tribune couverte.

Accès :

Transports publics : Interlaken Est, bus jusqu'à l'arrêt « Hotel Sonne » à Matten.

Voiture : parking gratuit au JungfrauPark Interlaken. Navette assurée.

Attention : aucune place de parc sur le site du spectacle de Guillaume Tell.

Entrée libre : Collecte en faveur de la votation « Initiative pour la neutralité OUI ».



Pour plus
d'informations
Inscription souhaitée



Pro Suisse, Case postale, 3822 Lauterbrunnen
Tél. 031 356 27 27, info@prosuisse.info



Renforcer notre armée de milice pour garantir la sécurité de la Suisse

Face à l'affaiblissement de l'obligation de servir et à l'augmentation continue des départs vers le service civil, la Suisse doit réagir. La révision de la loi sur le service civil vise à rétablir un équilibre essentiel pour préserver l'efficacité de notre armée de milice, pilier de notre sécurité et de notre neutralité.



Par Nicolas Kolly,
Conseiller national,
Essert (FR)

solide et résilient. Il permet de disposer d'une armée efficace tout en restant financièrement supportable, puisque ses membres exercent une activité professionnelle en temps de paix tout en étant prêts à être mobilisés en cas de besoin.

Une armée aujourd'hui affaiblie

Notre armée de milice est essentielle pour la Suisse. Notre pays est protégé par sa neutralité, qui doit être totale, perpétuelle et armée. Cela signifie que la Suisse ne doit pas se mêler aux conflits étrangers et qu'elle doit aussi être prête à se défendre en cas d'actes hostiles.

Pour assurer cette défense, le système de milice a fait ses preuves : il est à la fois

Or, depuis des années, l'obligation de servir a été continuellement affaiblie. L'accès au service civil a été facilité à l'excès, avec pour conséquence que de nombreux aspirants choisissent cette voie, moins contraignante, plutôt que d'assumer l'obligation constitutionnelle de servir. Cela fragilise directement notre armée de milice, et donc notre sécurité et la Suisse.

La modification de la loi fédérale sur le service civil, soumise au vote le 14 juin prochain, vise précisément à corriger cette dérive. Le Parlement a pris ses responsabilités en adoptant six mesures concrètes pour garantir que le service militaire redevienne la règle et le service civil l'exception.

Être citoyen suisse, ce n'est pas seulement bénéficier de droits : c'est aussi assumer des devoirs. Servir son pays dans notre armée de milice en fait partie. Il nous appartient aujourd'hui de renforcer notre sécurité et notre souveraineté. Pour cela, il faut dire OUI, le 14 juin prochain, à la modification de la loi fédérale sur le service civil.

Ne pas affaiblir davantage l'armée – renforcer la protection civile : une armée opérationnelle et une protection civile forte sont essentielles pour la sécurité de la Suisse. Trop de passages vers le service civil affaiblissent leurs effectifs.

Des forces d'intervention solides pour la sécurité et les crises : en cas de conflit ou de catastrophe, l'armée et la protection civile jouent un rôle central. La révision garantit qu'elles disposent du personnel dont elles ont besoin.

Plus d'équité pour tous grâce à des règles claires : le service civil doit redevenir une exception pour ceux qui ont de véritables conflits de conscience — pas un contournement commode. Cette révision rétablit l'équité.

14
juin

OUI
à la révision de la loi
sur le service civil

servicecivil-oui.ch

Brienz, 2024

Photo: VBS/DDPS Pascal Gertschen

Accords avec l'UE : surtout des coûts et des désavantages pour la Suisse

Lors d'une réunion extraordinaire de deux jours, le groupe UDC au Parlement fédéral a analysé le message du Conseil fédéral et a entendu des experts externes au sujet des accords avec l'UE. Conclusion : c'est un traité de soumission ; l'UE décide, les juges de l'UE ont le dernier mot. Nous, Suisses, n'aurons plus notre mot à dire dans notre propre pays et devons en plus payer des milliards.



Par Thomas Aeschi,
Conseiller national et chef
du groupe parlementaire
Baar (ZG)

Il y a un mois, le groupe UDC s'est livré à un examen approfondi des nouveaux accords avec l'UE et a invité des experts de renom. Les exposés ont clairement établi que le paquet de traités avec l'UE mettrait fin à notre démocratie directe, encouragerait l'immigration et étoufferait le monde économique sous la bureaucratie.

« Perte de souveraineté dissimulée par le tribunal arbitral ! »

Le professeur Carl Baudenbacher a démontré que le paquet de traités avec l'UE priverait le peuple, les cantons et le Parlement de leur pouvoir décisionnel. Ce dernier reviendrait uniquement

à la Commission européenne et à la Cour de justice de l'UE ; « Le "tribunal arbitral" sert à masquer la perte de souveraineté. » Pour lui, il est clair que la majorité des cantons est nécessaire : « La perte de souveraineté est plus importante que dans le cas d'une adhésion à l'UE. »

Le professeur Hansjörg Seiler s'est lui aussi prononcé en faveur de la double majorité : « La directive sur les citoyens de l'Union prévoit, par rapport à l'accord sur la libre circulation en vigueur, plusieurs nouveaux droits pour les ressortissants de l'UE, notamment un droit de séjour permanent. L'article 121a de la Constitution en vigueur ne s'applique toutefois pas seulement aux

« Les exposés ont clairement établi que le paquet de traités avec l'UE mettrait fin à notre démocratie directe, encouragerait l'immigration et étoufferait le monde économique sous la bureaucratie. »

personnes qui immigreraient nouvellement en Suisse, mais aussi à l'amélioration du statut juridique des personnes qui se trouvent déjà en Suisse. » Lors du vote sur le paquet de traités avec l'UE, l'article 121a de la Constitution fédérale devrait donc être modifié et une modification de la Constitution fédérale requiert la double majorité.

L'UDC est le seul parti à porter un regard critique sur le traité de soumission à l'UE. C'est ce qu'a constaté une fois de plus le groupe parlementaire lors de sa réunion extraordinaire de deux jours. Il en tire une conclusion claire : la Suisse n'a que des désavantages à s'enchaîner au droit européen et à toute la bureaucratie de l'UE.



Porrentruy montre la voie face au tourisme criminel

La décision de Porrentruy de maintenir les restrictions d'accès à sa piscine est non seulement compréhensible, mais hélas nécessaire.



Par Thomas Stettler,
Conseiller national,
Soyhières (JU)

Depuis plusieurs années, certaines infrastructures publiques suisses subissent une pression croissante liée à un véritable tourisme des nuisances en provenance de France voisine. Incivilités répétées, comportements agressifs, manque de respect des règles : les faits sont docu-

mentés et ont conduit à de nombreuses plaintes.

Face à cette situation, les autorités locales ont pris leurs responsabilités. Après avoir tenté des mesures plus souples – agents de sécurité, contrôles accrus – sans succès, il a fallu agir. Résultat : un retour au calme et une fréquentation plus sereine pour les habitants. C'est la preuve qu'une politique ferme porte ses fruits.

Il est temps de nommer les choses : ce phénomène relève d'un tourisme criminel qui profite de la tolérance suisse. Nos

infrastructures, financées par les contribuables, ne doivent pas devenir des zones de non-droit.

Porrentruy envoie un signal clair : la sécurité et la qualité de vie des citoyens passent avant tout. Cette réaction démontre le malaise croissant qui règne dans notre pays face à la criminalité importée et il est temps de mettre un gros coup de frein face à l'immigration de masse, responsable de ce malaise. Le 14 juin, nous pouvons marquer le coup en votant OUI à l'initiative « Pas de Suisse à 10 millions ! »



Affaire Fischer : Quand l'État s'affranchit des règles qu'il impose aux citoyens

Avez-vous déjà vu des magistrats ou des hauts fonctionnaires de l'État devoir répondre des fautes commises dans l'exercice de leurs fonctions ? Moi pas !



Par Rémy Wyssmann,
Conseiller national,
Kriegstetten (SO)

Après des années de bataille juridique, l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) s'est vu contraint de divulguer les contrats d'achat des vaccins COVID-19 conclus avec les laboratoires pharmaceutiques. Il est alors apparu que la directrice de l'OFSP, Anne Lévy, et l'ancien chef de l'armée, Thomas Süssli, avaient signé des contrats à hauteur de plusieurs milliards de francs, lesquels stipulaient que les fournisseurs pharmaceutiques ne garantissaient pas l'efficacité des vaccins et se dégageaient de toute responsabilité en cas de problème.

Des contrats illégaux

Au même moment, les médias se sont lancés dans une chasse aux sorcières contre l'entraîneur suisse de hockey sur glace : Patrick Fischer. En effet, pendant la période de pandémie de coronavirus, ce dernier a été condamné à une amende pour avoir falsifié un certificat de vaccination. Interrogée à ce sujet, la directrice de l'OFSP, Anne Lévy, a déclaré : « C'est à M. Fischer d'expliquer pourquoi il a agi ainsi. Quoi qu'il en soit, les règles doivent être respectées. »

Dès lors, qu'en est-il des règles applicables aux hauts fonctionnaires ? Ne sont-ils pas, eux aussi, tenus de respecter la loi ? Après tout, le principe de transparence est garanti par la Constitution. Ces contrats n'auraient donc jamais dû être tenus secrets. Le Code civil suisse

déclare en outre que de tels contrats de non-divulgateurs sont illégaux. En tant que simple citoyen, je ne pourrais jamais conclure de tels contrats, mais il semblerait que d'autres règles s'appliquent à l'État !

Des doses de vaccin valant 1,3 milliard ont été détruites

Le droit fédéral exige en outre de ses fonctionnaires qu'ils gèrent l'argent des contribuables de manière responsable. Or, l'année dernière, la Confédération a discrètement éliminé des doses de vaccin inutilisées contre le coronavirus d'une valeur de 1,3 milliard de francs. Un gigantesque gaspillage de l'argent des contribuables. Un fonctionnaire ou un politicien a-t-il dû en répondre ? La réponse est non ! À l'État, on peut apparemment tout se permettre !



Initiative populaire fédérale Pas de Suisse à 10 millions ! (initiative pour la durabilité)

Votation fédérale du 14 juin 2026

OUI



PARTICIPEZ MAINTENANT !

Vous pouvez commander ici des drapeaux, autocollants et affiches pour soutenir la campagne de votation

Scannez le QR code avec votre Natel



Je paie et fais distribuer le prospectus directement par la poste dans les communes de mon choix via la plateforme d'envois en ligne : www.prospectus-partout.ch/initiativedurabilite/sponsorisez-f

Scannez le QR code avec votre Natel



Je soutiens la campagne de l'initiative pour la durabilité avec un don.

Scannez le QR code avec votre Natel



Affiche B1 « aggro »

Événements

28.05.2026 / 19:00:

Causette citoyenne, Manoir de et à 1162 Saint-Prex

28.05.2026 / 20:00:

Soirée – Débat, Buvette du Casino, Rue des Terreaux 9, Orbe

29.05.2026 / 20:30:

Débat – conférence, Salle du Conseil communal, Vevey



Aidez-nous DÈS MAINTENANT pour que notre Suisse reste la Suisse !



Plus de renseignements,
écrivez-nous à :
info@initiativedurabilite.ch

initiativedurabilite.ch

